

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Arrogance et mépris

LE monologue présidentiel qui nous a été dispensé mardi soir, 27 novembre, sur les écrans, était comme les précédents construit autour d'une idée simple : le monde est troublé, il se désorganise, la France dans le monde ne s'en tire pas mal (elle vient même de quitter le groupe des pays vulnérables pour rejoindre celui des pays moins vulnérables). Dans ces conditions, tout ce qui peut être dit ou fait dans le pays à l'encontre de la politique qu'il conduit est dérisoire, subalterne et sans intérêt. A l'entendre, on pourrait croire que Giscard n'a de compte à rendre qu'à l'Histoire ou à Dieu - en tout cas pas aux Français. En fait ce qu'on nous présente comme de la hauteur de vue n'est finalement rien d'autre qu'une habileté visant à esquiver les questions que posent les travailleurs dans notre pays. Comme on dit, il nous regarde de haut : l'arrogance et le mépris.

Par deux fois, au cours de cette interview, réglée d'avance dans laquelle les questionneurs ne jouent que le rôle de faire-valoir, Giscard aura dû descendre de la hauteur. C'est le souffle court et avec comme seule parade le tranchant du ton qu'il ne répondit pas aux deux questions concernant Boulin (pas deux hectares de terre mais un suicide), les diamants (ses dénégations ne portent toujours que sur leur valeur) et la politique française en Centrafrique.

Concernant la situation internationale, on notera deux prises de position relevant du réalisme. A propos de l'Iran, Giscard affirme sa préférence pour un règlement pacifique du problème et la nécessité d'un dialogue avec les pays du tiers monde. A propos du Cambodge, il indique qu'une des conditions nécessaires pour qu'une solution soit trouvée « à la mort d'un peuple », c'est le retrait des troupes étrangères. Et c'est dans le cadre de la recherche d'une solution politique qu'il rencontrera Sihanouk.

Fort de l'incohérence de l'opposition qui s'est manifestée lors du non-vote du budget, Giscard a assuré qu'il disposait toujours d'une majorité. En effet, le « changement de majorité, ce n'est pas la disparition de la majorité ancienne, c'est l'apparition d'une majorité nouvelle ». Moralité : tant que le RPR n'est pas décidé à voter la censure, « l'excès des mots ne décrit pas la vérité de la vie politique française ».

Pour le reste, c'est-à-dire la politique économique conduite par Barre, Giscard se montre tout à fait satisfait. Pourquoi ne pas le croire ? Nous n'avons jamais douté, quant à nous, que son action soit bénéfique pour ses mandants, les principaux groupes monopolistes du pays, et partant, désastreuse pour les travailleurs.

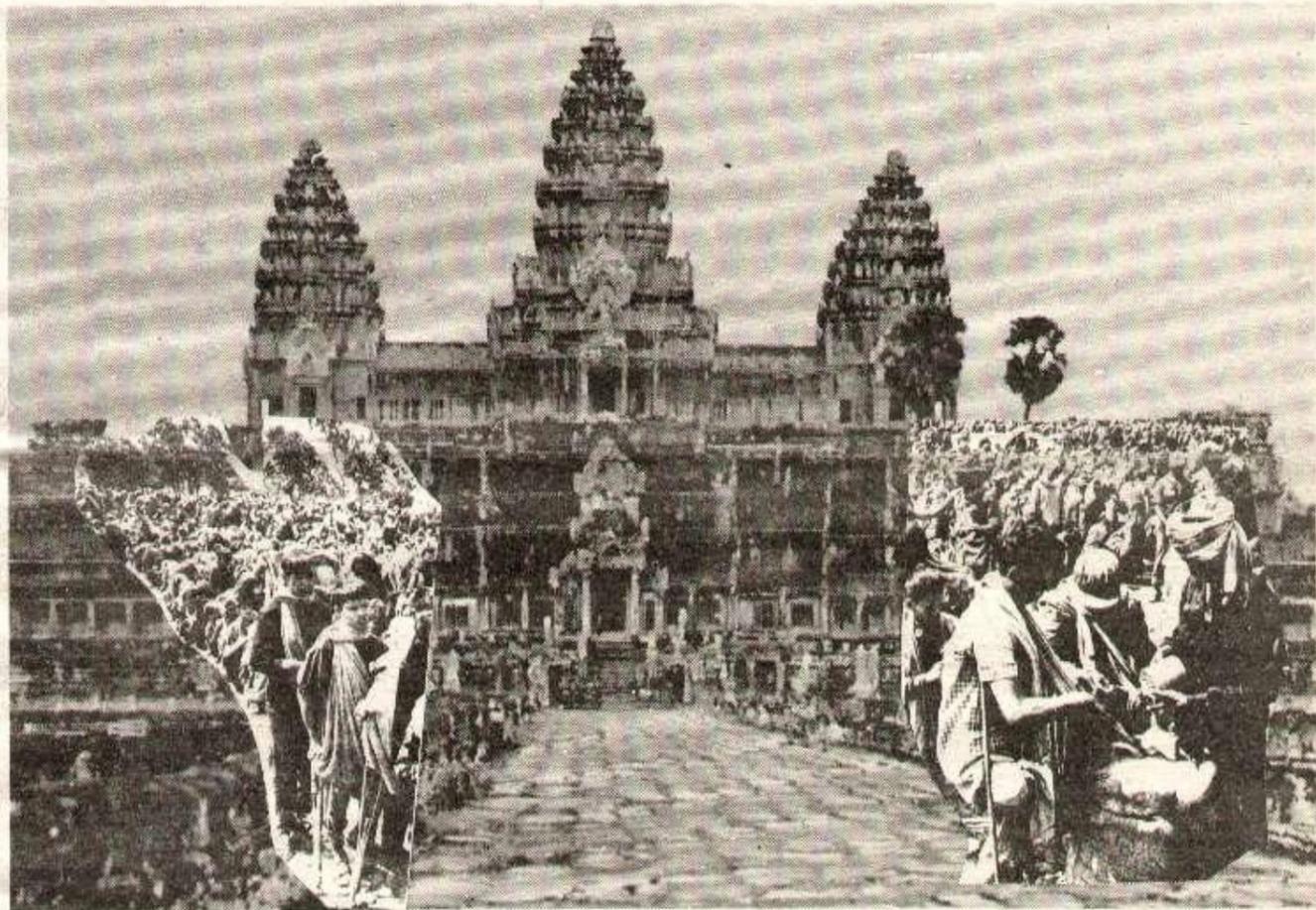
Et ce n'est pas le grossier appel au consensus venant en conclusion de la prestation présidentielle qui nous fera penser le contraire.

Si la perspective de Giscard, c'est la survie de la France impérialiste dans le monde, et le maintien de son rang à « un contre quatre-vingt-dix-neuf », la nôtre est toute autre et autrement optimiste puisqu'il s'agit des intérêts des travailleurs de France et des peuples du monde contre leurs exploités à quatre-vingt-quinze contre cinq. Si l'avenir a un camp, c'est le nôtre.

Pierre MARCEAU

Pour que vive le Cambodge :

- Exiger le départ des troupes vietnamiennes
- Développer le soutien matériel



- Voir page 3 :

* Déclaration de Sihanouk à Antenne 2

- Voir page 8 :

* Interview de Jan Myrdal, co-président de la Conférence mondiale de Stockholm.

Usinor-Denain : l'occupation

L'action de masse s'élargit

« **L**E plan de restructuration de l'usine nous conduit à vous informer que la composition de l'effectif retenu assuré à partir de l'été 1980, la marche de l'usine de Denain ne permet pas de vous y conserver un emploi... Nous disposons d'offres d'emploi en quantité supérieure à celles qui sont nécessaires pour le reclassement, mais nous ne pourrions proposer à tous un emploi dans le bassin Valenciennes-Denain. En fonction de votre situation professionnelle et familiale, plusieurs éventualités vous seront présentées entre lesquelles un choix devra être

fait : elles comporteront ou bien le maintien à Usinor ou dans une filiale dans des usines telles que Dunkerque, Montataire, Biache, Isbergues, Neuves-Maison »

REAGIR TOUT DE SUITE !

C'est dans ces termes que la direction d'Usinor vient de lancer une brutale attaque contre les sidérurgistes. Plus de 1 700 d'entre eux reçoivent depuis lundi 26 novembre une lettre de mutation. Au meeting de riposte organisé dès lundi aux portes de l'usine par la CGT, Bernard Ethuin,

secrétaire du syndicat CGT de Denain, a appelé les travailleurs à s'unir et à lutter en s'exclamant notamment : « Il nous faut réagir tout de suite », et en appelant à prendre exemple sur la combativité des travailleurs de l'Alsthom-Belfort qui ont mené « une lutte dure, de longue haleine et unitaire ». Henri Fievez, le maire de Denain, devait rappeler pour sa part, une page glorieuse de la classe ouvrière de Denain : « Il y a exactement 43 ans, je m'adressais aux travailleurs employés par Le Comité des Forges, ce n'était pas encore Usinor ; c'était en 1936, les patrons avaient dit non à toutes nos revendications.

Pendant une semaine les travailleurs ont mené une occupation magnifique de leur usine. Après huit jours seulement, la direction acceptait de discuter avec nous, c'était une grande victoire fruit d'une lutte qui s'est manifestée de manière exemplaire. On avait nettoyé les machines, fleuri les ateliers. Ayez confiance : ce combat est dur mais non désespéré ».

Dès lundi le comité de parti Jeanne Labourde du PCML a adressé un message aux travailleurs d'Usinor-Denain et à leurs organisations syndicales CGT et CFDT.

Suite page 3

IRAN

Réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité s'est réuni une première fois mardi 27 novembre dans l'après-midi, pour entendre une déclaration de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU. La séance devrait reprendre samedi 1er décembre, avec cette fois la présence du ministre iranien M. Bani Sadr.

Khomeiny s'oppose à cette réunion parce que, dit-il, « les conclusions sont connues d'avance » et qu'elle « prend sa décision sous la dictée des Etats-Unis et, ainsi, nous condamnera ».

En Iran, après un appel à la mobilisation des jeunes, lancé par Khomeiny, des informations font état de préparatifs militaires visant au renforcement de la défense du pays. L'éventualité d'une intervention militaire américaine est toutefois écartée par les autorités iraniennes.

POUR la première fois depuis 19 ans, date des événements du Congo, le secrétaire général des Nations-Unies a usé de son droit pour demander de sa propre initiative la convocation du Conseil de sécurité. Kurt Waldheim a justifié sa décision par « l'escalade de la tension » qui constitue selon lui une menace « non seulement pour la paix et la stabilité de la région, mais aussi du monde entier ». Le secrétaire général des Nations-Unies a voulu tenir compte à la fois des arguments juridiques invoqués par les Etats-Unis pour obtenir la mise en liberté de son personnel diplomatique et des revendications du gouvernement iranien qui « cherche réparation pour les injustices et les violations de droits humains qui, selon lui, ont été commises par le régime précédent ».

Si les Américains escomptant un rapport de force favorable au sein du Conseil de sécurité pour condamner l'attitude de l'Iran, ne s'opposent plus à sa convocation en revanche les autorités iraniennes s'en tiennent toujours fermement à leur position qui

consiste à exiger comme préalable que le Shah leur soit livré avant d'envisager la libération de tous les otages.

Khomeiny, tout en écartant la possibilité d'une intervention militaire américaine, en raison des réactions en chaîne qu'elle pourrait provoquer, s'affirme « prêt à affronter toutes les éventualités » en rejetant par avance la responsabilité des événements qui pourraient en résulter, sur les Etats-Unis.

Selon certaines sources, un entraînement militaire aurait commencé à être dispensé dans les usines et dans les universités, tandis que la flotte se livre à des exercices dans le golfe Persique. Dans un discours retransmis lundi 26 novembre, à la radio, Khomeiny, s'adressant en particulier à la jeunesse, a lancé un appel à la mobilisation. Il a demandé aux « gardiens de la révolution » d'instruire militairement tous les jeunes iraniens afin que les vingt millions de jeunes du pays aient chacun une arme à la main.

La mobilisation générale contre les Etats-Unis devra s'effectuer selon Khomeiny sur tous les plans : « Le plan financier, économique

et militaire ». Il ne s'agit toutefois pas de « djihad » (la guerre sainte) comme certains observateurs l'ont indiqué à tort, ni, comme tentent de le faire croire certains organes de presse, une déclaration de guerre de l'Islam à la « civilisation occidentale ». Tenter de faire passer la lutte actuelle pour « réactionnai-

re », « obscurantiste » et « hostile au progrès » revient à brouiller les cartes pour refuser de se prononcer sur la justesse des demandes du peuple iranien : l'extradition du Shah pour ses crimes et la fin du pillage exercé par les Etats-Unis pendant des décennies en Iran.

Franck ROUSSEL

Le parti Toudeh compte sur l'URSS

A la faveur du mouvement de lutte contre l'impérialisme américain qui mobilise des centaines de milliers d'Iraniens, le Parti Toudeh (révisionniste, pro-soviétique) s'active au grand jour. Cherchant à tirer parti du mouvement, il multiplie les déclarations de soutien à l'occupation de l'ambassade et surtout aux mesures qui ont suivi. Répondant aux questions du *Matin*, Nouredin Kianouri, secrétaire général du Parti Toudeh, prétend que l'affrontement qui oppose actuellement l'Iran aux Etats-Unis s'accompagne d'un rapprochement avec l'URSS : « Les dirigeants iraniens ont fini par comprendre que l'URSS est une amie... ».

En ce qui concerne l'audience du Toudeh, Kianouri déclare que son parti « revient de loin » et ajoute : « A Téhéran, nous avons une bonne audience, plutôt chez les étudiants d'ailleurs. Dans les usines, c'est difficile. » A l'en croire, les « Moudjahiddin du peuple » seraient « l'organisation la plus proche » du Toudeh. Interrogé sur une possible identité de vue entre l'Iran et l'URSS, Kianouri développe sa conception de l'« aide » soviétique : « Personne ici ne s'attend à ce que les chars russes viennent faire le coup de feu en Iran. Il y a d'autres moyens : aide matérielle, industrielle ou alimentaire par exemple. A-t-on jamais vu des Russes se battre en Angola, au Vietnam ou en Ethiopie ? ».

L'URSS ne semble pas, en effet, envisager actuellement d'intervention directe en Iran. Mais elle entend bien tirer profit de la situation en multipliant les ingérences et les manœuvres subversives, comme elle l'a déjà fait, par exemple, dans les pays mentionnés ici par le Parti Toudeh.

Par exemple, le chantage alimentaire, dont se servent actuellement les Etats-Unis, pourrait constituer une des armes de l'URSS — qui se présente comme un recours — pour accentuer ses pressions sur l'Iran. Quant à la présence de conseillers militaires et même de généraux soviétiques supervisant les combats, en particulier contre les maquisards érythréens, elle n'est plus à démontrer.

SAHARA OCCIDENTAL

Non à l'utilisation des « Mirages » français !

L'ASSOCIATION des amis de la RASD (République arabe sahraouie démocratique — NDLR) qui, à maintes reprises, s'est élevée contre le soutien apporté par le gouvernement français au régime marocain dans son agression contre le peuple sahraoui, dénonce énergiquement l'utilisation contre le Front Polisario de Mirage vendus par la France au Maroc.

L'Association estime que la coopération militaire fournie par le gouvernement français au roi du Maroc est en complète contradiction avec les affirmations officielles de neutralité de la France dans le conflit du Sahara occidental. En réalité, cette coopération est essentiellement utilisée contre le peuple sahraoui, ainsi que l'atteste la récente destruction de deux Mirage F1 par le Front Polisario.

Par ailleurs, très préoccupée par l'aggravation de la tension dans la région, l'Association des amis de la RASD informe qu'elle vient d'adresser une lettre au président de l'OUA, M. Tolbert, à la veille de la réunion du Comité des Sages, à Monrovia, qui sera consacré à la question du Sahara occidental.

Dans cette lettre, l'Association lance un appel aux membres du Comité pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent afin que l'OUA fasse respecter le droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance.

Communiqué de l'Association des amis de la RASD

La Chine réintégrée dans le mouvement olympique

LA République populaire de Chine vient d'être officiellement réintégrée dans le mouvement olympique. C'est le vice-président du Comité international olympique qui a annoncé cette nouvelle à Lausanne, lundi 26 novembre après-midi. Le vote des 81 membres a donné 62 voix (contre 17) favorables à la réadmission de la Chine au CIO (Comité international olympique). Ce vote assez massif confirme la décision du Comité exécutif du CIO et consacre désormais à la Chine la place qui lui revient dans toutes les instances internationales.

Quant à l'île chinoise de Taïwan, si elle n'est pas exclue (alors que jusqu'à maintenant, c'est elle qui prétendait représenter toute la Chine), le CIO l'a remise à sa place géographique et politique : elle reste dans le cercle olympique sous le titre de Comité chinois de Taïpeh, mais avec obligation de renoncer à son hymne et son drapeau. Signalons que la plupart des instances sportives internationales qui ont réintégré Pékin ont également exclu Taïwan.

Conséquence immédiate de cette décision du CIO : la République populaire de Chine pourra participer aux Jeux olympiques de Moscou en juillet 1980 et de Lake Placid aux Etats-Unis en février 1980.

Zimbabwe : le front patriotique rejette l'ultimatum de Londres

LES représentants du Front patriotique, Robert Mugabe et Joshua Nkomo, ont rejeté dimanche 25 novembre l'ultimatum britannique qui leur enjoignait de donner ce lundi leur réponse sur les propositions de modalités du cessez-le-feu. Joshua Nkomo a déclaré : « Nous ne sommes pas disposés à dire oui ou non à n'importe quoi (...) Notre position doit être négociée ».

Il a présenté ses propositions pour le cessez-le-feu, indiquant que la plan britannique ne prévoyait de cessation des combats que pour le Mozambique, la Zambie et le Botswana, mais en ce qui concerne la frontière entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud (Azanie), cette dernière soutenait le régime raciste de Rhodésie-Zimbabwe.

MARTINIQUE

Une journée ville morte

DANS la deuxième ville de l'île, Lamentin, le 23 novembre était une journée ville morte. C'est la première fois dans son histoire que se déroule, à la Martinique, une telle action. Depuis la récente visite de Dijoud aux Antilles, de nombreuses grèves et mouvements divers ont lieu. Cette fois, c'est pour protester contre la fermeture de l'usine de Larenty. Or, c'est une des deux seules usines de l'île qui traitent la canne à sucre. Le PDG de l'entreprise est le plus gros planteur du sud et fait partie des « dix grandes familles » qui tiennent l'économie de la Martinique.

Débat sur la Palestine à l'ONU

CE lundi 26 novembre s'ouvrait, devant l'assemblée générale de l'ONU, un débat sur la Palestine. Farouk Kaddoumi, membre du bureau politique de l'OLP, devait y prendre la parole. Le « comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien » a présenté un rapport indiquant que les accords de Camp David « étaient en contradiction avec les résolutions antérieures de l'assemblée ». Le comité exige le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés.

CISJORDANIE

Les sionistes embarrassés

LA procédure d'expulsion du maire de Naplouse, en Cisjordanie occupée par les sionistes israéliens, ajournée une première fois le 22 novembre, a été de nouveau ajournée. L'audience était prévue pour le 26 novembre à la prison de Naplouse où le maire est incarcéré. Les dirigeants sionistes sont fort gênés par cette affaire. S'ils procèdent à l'expulsion, ils savent qu'ils risquent un développement du mouvement antisioniste et un isolement accru d'Israël. D'autant plus que les Américains ont fait savoir leur désapprobation d'une telle mesure d'expulsion.



Un constat : Les conséquences de l'invasion vietnamienne sont terribles

Encore une fois, le Cambodge sur nos écrans. Mais aujourd'hui, soit plus de 10 mois après la prise de Phnom Penh par l'armée vietnamienne, une réalité saute aux yeux, même pour ceux qui sont persuadés du « génocide des Khmers rouges » : l'armée vietnamienne n'a pas libéré le pays et le peuple khmer meurt de faim.

CETTE constatation a été faite par tous les participants aux *Dossiers de l'écran*, mardi soir, sauf par le journaliste Burchett et le médecin Follezou, du Comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne (constitué à l'initiative du PCF). Tous, qu'il s'agisse du prince Sihanouk, dont la lutte pour l'indépendance de son pays contre le colonialisme français puis contre l'impérialisme américain est célèbre ; qu'il s'agisse de Jean Lacouture, autrefois solidaire de la lutte des peuples d'Indochine ; qu'il s'agisse de l'organisme humanitaire *Médecins sans frontières* dont le travail plein d'abnégation à la frontière thaïlandaise en faveur des réfugiés cambodgiens se poursuit ; qu'il s'agisse du député UDF qui revient de Phnom-Penh ou du père Ponchaud dont nous ne partageons pas l'anticommunisme notoire ; tous donc ont mis en accusation l'invasion vietnamienne au Cambodge qui se traduit par la mort lente de centaines de milliers de

personnes affamées. Mais pourquoi la colonisation du Cambodge par le Vietnam se traduit-elle par une extermination « plus subtile et planifiée », comme devait le dire Ponchaud ? Le prince Sihanouk répond à cette question en distinguant deux sortes de colonisation : celle de la France qui avait besoin de la main d'œuvre cambodgienne et celle, tout à fait différente, du Vietnam : « Le Vietnam veut les terres du Cambodge pour les donner aux paysans vietnamiens en surnombre au Tonkin. C'est pourquoi le Vietnam laisse délibérément mourir le faim la population cambodgienne, ou la pousse à s'enfuir en Thaïlande. Déjà 700 000 Cambodgiens sont passés en Thaïlande ».

Un autre Cambodgien posait alors ces questions fort pertinentes : « Pourquoi les réfugiés en si grand nombre s'enfuient-ils si l'armée vietnamienne est bienfaitrice ? Pourquoi les portes du Cambodge restent-elles fermées aux observateurs et aux équipes de médecins impartiaux si le Vietnam veut vraiment aider

le Cambodge ? En fait, le Vietnam, comme toujours, veut avaler le Cambodge. »

Follezou, membre du Comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne, accusait le député UDF de mentir lorsque celui-ci expliquait que les aides étaient bloquées à Phnom Penh et qu'une bonne partie était accaparée par l'armée vietnamienne puisqu'il n'y a pas la possibilité d'en contrôler la distribution. Follezou ajoutait : « Je ne veux pas faire de politique. Mais tous les Cambodgiens disent qu'ils ont été libérés par les Vietnamiens et, d'ailleurs, le Vietnam et les autres pays qui ont reconnu le nouveau régime ont été les seuls dans un premier temps à aider le Cambodge. »

Cette intervention entraînait une réponse immédiate et ferme de « Médecins sans frontières », déclarant qu'effectivement, il y avait un blocage des aides par Phnom Penh et le Vietnam : « Depuis plus d'un an, nous voulons aller au Cambodge. Mais on ne veut pas nous donner de visa. Nous avons eu, une fois, pour un médecin, un visa de cinq jours. Mais nous ne pouvons plus y retourner parce que nous posons des conditions techniques : nous voulons envoyer des équipes médicales sur place. Mais les autorités de Phnom Penh ne

veulent pas. Pourtant, vous dites vous-mêmes qu'il n'y a plus de médecins au Cambodge. Alors, pourquoi refuser l'aide immédiate que nous proposons depuis un an ? Vous savez bien que l'UNICEF et la Croix-Rouge sont bloqués à Phnom Penh. Après le génocide des Arméniens et des Juifs, nous assistons au 3e génocide de notre siècle. Personne ici ne nie les massacres des Khmers rouges. Mais aujourd'hui le génocide se poursuit. Et vous, vous me faites penser aux membres des organisations internationales qui visitaient les camps de concentration nazis sous le 3e Reich et qui, se contentant de ce que leur montraient les nazis, allaient dire ensuite que finalement, c'était pas si mal ! »

En définitive, même si l'on peut regretter que les organisateurs des « Dossiers de l'écran » n'aient invité personne susceptible de donner un autre point de vue sur la thèse des massacres des Khmers rouges, l'émission aura quand même dans l'ensemble montré que l'invasion vietnamienne au Cambodge est lourde de conséquences terribles pour le peuple cambodgien.

Il faut aider matériellement et rapidement ce peuple ; il faut aussi exiger le retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes !

Claude LIRIA

Suite de la page 1

USINOR-DENAIN

L'action de masse s'élargit

L'occupation est votée

Ce mardi 27 novembre, 2 500 travailleurs se sont de nouveau rassemblés porte Cavro, en début d'après-midi à l'appel de la CGT et ont voté l'occupation de l'entreprise reconductible chaque jour. Celle-ci « permettra de participer à des grèves chaque jour y compris en nous rendant à Lille ce prochain jeudi avec les autres syndicats pour protester auprès du préfet, à l'occasion de la réunion de bassin ».

En effet, la CFDT, FO, la CGC et la CFTC ont appelé à cette montée à Lille jeudi 29 novembre qui a toutes chances d'être une montée massive. Ceux de Denain ont besoin à nouveau aujourd'hui de la solidarité de tous les travailleurs. Solidarité de la po-

pulation du Valenciennois bien sûr qui ne s'est jamais résignée à voir disparaître 6 000 emplois dans une région comptant déjà 15 000 chômeurs, mais aussi solidarité des autres sidérurgistes notamment des entreprises devant accueillir des mutés : Dunkerque, Montataire, etc.

La crise de la sidérurgie continue et aura de nouveaux prolongements européens dans les années à venir ; aussi toute idéologie de capitulation est-elle criminelle.

Aujourd'hui, la lutte des sidérurgistes se poursuit dans des conditions nouvelles, certes, mais elle continue. Nous demeurons quant à nous pleinement solidaires de ceux de Denain, nous le demeurerons jusqu'au bout !

Rémi DAINVILLE

MESSAGE DU COMITE DE PARTI JEANNE LABOURDE

Le Parti communiste marxiste-léniniste aux travailleurs de Denain, à leurs organisations syndicales CGT et CFDT.

La direction d'Usinor vient de perpétrer un coup de force contre les sidérurgistes de Denain en envoyant 1 700 lettres de mutations d'un coup. Contraints par l'action des travailleurs de retarder durant deux mois son plan de mutation, Etchegaray veut en finir au plus tôt avec Denain. Déjà il avait signé l'arrêt de mort des derniers fours de l'acierie Martin, dernièrement. Nous le savons ce plan de mutation n'est qu'un plan de licenciements déguisé, pièce maîtresse du démantèlement d'Usinor-Denain.

Non ! Les travailleurs de Denain ne courbent pas la tête et, depuis décembre 1978, ce décembre noir où les maîtres de forge annonçaient froidement 5 000 licenciements purs et simples, n'ont-ils pas obtenu le report des échéances ainsi qu'un certain nombre d'avantages sociaux ? Cela est sans conteste le résultat de la lutte, l'action unie à la base de tous les sidérurgistes. Notre Parti, quant à lui, continuera de se tenir aux côtés des sidérurgistes et plus que jamais nous disons : « Non aux mutations : Pas un seul licenciement ! Du travail pour tous ! La fonte et l'acier à Denain ! ».

Le 26 novembre 1979

DEBAT SUR LA RECONDUCTION DE LA LOI VEIL

Pour le gouvernement, il s'agit de « maîtriser la situation »

296 voix contre, 158 voix pour, ce n'est pas là, bien sûr, le résultat du vote définitif sur le projet de loi gouvernemental en matière d'avortement. Non, c'est seulement le résultat du vote par scrutin public mardi 27 novembre sur la « question préalable » déposée par Michel Debré, qui souhaitait de la sorte, mais sans grande chance d'aboutir, mettre un terme au débat, et engager l'assemblée et le gouvernement sur la rédaction d'un nouveau texte...

Ce résultat confirmait donc dès mardi soir que tout retour en arrière important sur la loi Veil ne pouvait être envisagé par le gouvernement, et qu'au sein même de la majorité pourtant divisée, les adversaires farouches de la loi Veil n'avaient guère marqué de points. Un autre vote, mardi matin, avait également refusé une demande « d'irrecevabilité » déposée par Florence d'Harcourt (RPR)...

D'ES lors, les jeux étaient présentés comme faits. Bien sûr, mardi soir, on rappelait que le PS n'avait pas encore pris position et qu'il le ferait mercredi, en fonction des amendements retenus. Mais pouvait-il prendre la « responsabilité » d'un retour à la loi répressive de 1920 ? Déjà, lors du vote de 1974 le PS et le PC avaient voté la loi Veil, malgré ce qu'ils appelaient ses insuffisances et avaient plutôt mis l'accent sur le fait, précisément,

que la loi était passée grâce aux voix de la gauche... Car, dans ce débat, la présentation des choses était plutôt sommaire. Le choix des députés était soit de reconduire la loi, soit d'en revenir à celle de 1920... Même Michel Debré n'ose aujourd'hui s'en réclamer.

Mardi, on assistait donc à un duel des partisans de Michel Debré et du gouvernement. Les premiers parlant de « 5 ans de laisser aller », accusant le gouvernement d'avoir encour-

ragé l'avortement, d'avoir laissé bafouer la loi par une application immodérée ! Michel Debré a une nouvelle fois fustigé le recul des idées traditionnelles sur la famille, le mariage, le rôle de la femme ; il a une fois de plus parlé de « théories folles, à relents totalitaires » de la part des partisans de l'avortement, agité le spectre de la dénatalité, tout en reconnaissant que l'avortement n'y était pas forcément pour grand chose... Une intervention qui n'avait rien de bien nouveau, qui n'a guère suscité d'applaudissements que d'une partie du RPR mais qui correspond, et c'est là que c'est plus dangereux, aux conceptions d'une partie non négligeable de chefs de clinique opposés à l'avortement.

De son côté, Monique Pelletier n'a pas laissé la moindre illusion ! Pour elle, la loi de 1974 légalisant l'avortement n'est à considérer ni comme un droit, ni comme une libéralisation, ni comme un progrès. Elle en fait un strict problème de santé publique ! L'essentiel de son intervention de mardi après-midi a consisté à donner des gages à la majorité, en affirmant que l'administration et les ministères étaient désormais

en état de maîtriser la situation, de faire appliquer fermement les mesures restrictives prévues par la loi, y compris par des poursuites judiciaires. Elle n'a pas pu cacher que le débat était déjà largement ouvert dans l'opinion, qu'on ne pouvait pas faire machine arrière et que la loi était le seul moyen de contrôler les choses, d'empêcher que le « désordre » ne s'installe, d'éviter « l'anarchie »...

Quant à la gauche, elle ne peut guère que dénoncer ce qu'elle appelle les insuffisances de la loi Veil, sans aller plus loin. D'un simple point de vue arithmétique, elle ne peut jouer qu'un rôle d'appoint par rapport à la loi gouvernementale. « C'est ça ou rien »...

De toute évidence, les exigences des femmes, les exigences populaires sont bien loin de leurs préoccupations. Pas question de reconnaître réellement l'avortement comme un droit, pas question de laisser aux femmes le droit de choisir ! La façon, prévisible, dont le débat s'est engagé confirme s'il était besoin que nous n'avons rien à attendre de cette assemblée, que c'est par la lutte que nous arracherons nos droits !

Monique CHERAN

Les réserves de la gauche

PC et PS ont tous deux leurs propositions de loi sur la question de l'avortement, un peu moins restrictives que la loi Veil, mais qui restent en deça par exemple de la plateforme adoptée par la coordination nationale des femmes de février 1979.

— Sur les délais, le PS est pour un avortement libre sans démarche préalable jusqu'à 14 semaines, l'autorise de 14 à 20 semaines, après un entretien préalable. Au-delà, seulement avortement thérapeutique. Le PC est pour un délai de 12 semaines. Au-delà, avortement thérapeutique. (La coordination refuse tout délai).

— Pour les étrangères, le PS refuse toute restriction, le PC demande que priorité soit accordée aux femmes françaises ou résidant en France !

PS et PC sont pour la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures, pour le remboursement (PCF) ou la gratuité (PS) de l'intervention.

Ils sont tous deux pour le maintien de la clause de conscience des médecins, à condition qu'elle reste personnelle et n'empêche pas la pratique des IVG dans un hôpital. Rappelons que l'IVG est la seule intervention qui bénéficie de cette clause. (La coordination demande sa suppression).

NOVEMBRE 1974 : LA LOI VEIL PASSE GRACE AUX VOIX DE LA GAUCHE...

— 284 députés avaient voté pour : 105 PS et Radicaux de gauche, 73 PC, 55 UDR et apparentés (sur 174), 27 réformateurs (sur 52), 17 républicains indépendants (sur 65), 7 non-inscrits (sur 19).

— 189 avaient voté contre : 106 UDR et apparentés, 47 Républicains indépendants, 24 réformateurs, 11 non-inscrits, 1 PC (par erreur !).

— 6 députés s'étaient abstenus.

ANPE : SANCTIONS ET CONTRATS TEMPORAIRES

Les travailleurs refusent d'être « à la botte du patronat »

AGENCE nationale pour l'emploi, rue du Maroc dans le 19^e arrondissement à Paris. Cet après-midi, quelques chômeurs sont venus pointer. Sur les vitres de l'agence, des panneaux manuscrits. Sous le sigle ANPE, une affiche : « La direction de l'ANPE veut mettre ses agents à la botte du patronat. Elle choisit pour cela la répression. Elle refuse toute négociation. Hier, elle a appelé les flics pour nous expulser. Aujourd'hui, nous sommes en grève. Dehors les flics et les patrons. » A côté, une autre affiche rappelle la grève du personnel de l'ANPE d'Angoulême. Un bandeau « dernière minute » détaille la nouvelle offensive contre les chômeurs : le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale qui vise à supprimer l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse aux chômeurs non-indemnisés par les ASSEDIC.

Un chef, l'air autoritaire, explique sèchement aux chômeurs et chômeuses présentes qu'« il n'y a pas de pointage aujourd'hui », vu que les employés sont en

grève, mais qu'« il faut revenir la semaine prochaine... ».

QUE SE PASSE-T-IL DONC A L'ANPE ?

D'abord, il y a la grève des travailleurs de l'agence d'Angoulême. Ils comptent obtenir un poste à une temporaire ayant réussi l'examen qui lui permet d'être contractualisée. Or, la direction générale de l'ANPE refuse de lui donner un poste.

Le personnel revendique également l'intégration des vacataires et temporaires dans le personnel permanent et statutaire. Jeudi 22 novembre, une délégation CGT-CFDT, au centre régional de Paris, venue protester contre le licenciement de cette temporaire, se fait expulser violemment par les flics. Dès le lendemain vendredi, des agences se mettent en grève. Au centre de leurs revendications, le refus des conséquences de la réforme de l'ANPE.

En effet, le tract CGT-CFDT de l'ANPE-Paris indique : « Depuis quelques mois, les nouvelles méthodes de travail imposées par la direction de l'agence, à grand renfort de menaces et de sanctions, visent à privilégier le service rendu aux patrons au détriment de celui qui devrait être consacré aux chômeurs. »

« La direction impose d'assurer les visites d'entreprise même si le prix doit en être la fermeture des Libres Services des offres ou des bureaux de rapprochement qui sont les deux seuls services en mesure de vous placer. Deux agents de l'agence du 20^e arrondissement de Paris qui ont refusé d'être complices de cette dégradation sont sous le coup d'une procédure disciplinaire. »

« Cette politique "de tout le monde dehors pour les patrons" est cause de retards de quinze jours, trois semaines, voire un mois et plus, pour vous inscrire et commencer par assurer vos droits à l'indemnisation. Le manque crucial de personnel se transforme de ce fait en désastre (...). »

« Les offres dont nous disposons sont trop souvent celles d'entreprises qui n'arrivent pas à recruter par elles-mêmes du fait des bas salaires ou des mauvaises conditions de travail qu'elles imposent. Elles comptent trouver chez les chômeurs de l'ANPE une main d'œuvre facile, contrainte d'accepter par nécessité leurs exigences. Elles sont souvent assorties de réserves ou de restrictions anti-immigrés, anti-jeunes ou anti-femmes. Or, si nous voulons faire respecter la loi antidiscrimination de 1972, nous avons droit à une menace de sanction comme c'est le cas dans le 10^e. »

Rappelons qu'avec la réforme de l'ANPE, près de 1 000 emplois doivent être supprimés en 1980. Pour les 90 % d'agents non-titulaires, aucune garantie d'emploi. Les 10 % sont directement menacés de licenciement, étant vacataires ou temporaires. On le voit, leurs raisons de lutter ne manquent pas.



ECOLE RURALE

« On ouvre »

DEPUIS la rentrée de septembre, les parents d'élèves de l'école Gageon à Arles (école rurale au cœur de la Camargue) se battent pour la réouverture d'une classe. Elle a été fermée sur décision du recteur. De ce fait l'instituteur se retrouve avec une seule classe de 35 enfants allant de 4 à 14 ans. Ces enfants, on s'en doute, sont pour la plupart des enfants d'ouvriers agricoles. Les parents en accord avec l'instituteur refusent d'envoyer leurs enfants à l'école dans de si mauvaises conditions et ont entrepris depuis la rentrée une série d'actions et la popularisation de leurs luttes. Ils ont notamment improvisé une classe sauvage sur la place de la mairie d'Arles. Cette action a eu beaucoup d'impact au niveau de la population et a renforcé le comité de soutien qui s'était créé.

Ce comité de soutien a été appelé à se manifester concrètement le 21 novembre, jour de la venue de l'inspecteur de l'académie. L'inspecteur n'a fait que répéter à l'instituteur les

décisions du recteur et a refusé d'entendre les parents d'élèves. Puisque l'inspecteur bloquait la situation les parents d'élèves l'ont sequestré dans une école du centre ville. Ils l'ont gardé toute l'après-midi et une partie de la nuit pour l'obliger à revenir sur sa décision. Peine perdue les directives sont les directives !

Les flics sont venus le chercher à 23 heures, l'inspecteur d'académie est sorti sous les huées de la foule venue soutenir les parents d'élèves et l'enseignant.

Les parents et tout le comité de soutien sont résolus à poursuivre l'action.

La question du soutien à apporter à cette lutte, aux parents d'élèves, à l'enseignant ne se pose pas, car la réouverture de cette classe crée une infinité de problèmes, soit immédiats soit à moyen terme, contre lesquels nous devons nous dresser.

Sérions-les. 35 enfants de 4 à 14 ans dans une classe, qu'est-ce que ça signifie ? Pour l'instituteur un double voire un triple travail de pré-

paration, de chef d'orchestre, ce qui est déjà par définition le rôle assumé par l'instituteur.

Comment concilier les centres d'intérêts de bambins de 4 ans, d'enfants de 8 ans et des adolescents de 14 ans ?

Par ailleurs, on conçoit difficilement comment leur enseignant, malgré toutes ses compétences et sa bonne volonté, peut leur dispenser un enseignement de qualité à tous et en même temps. Voici la situation immédiate, que peut-elle engendrer à moyen terme ?

Une sous-instruction de ces enfants, reproduisant à l'infini le peu de formation générale des agriculteurs, en général (se référer au tableau). Cette réalité scolaire constitue également un élément, certes indirect, mais néanmoins déterminant du processus de désertification des zones rurales. Il y a quelque chose de vrai dans l'adage populaire : la mort des villages débute par la disparition des commerces, de l'école...

N.V.

FORMATION GÉNÉRALE ET AGRICOLE DES EXPLOITANTS SELON LEUR SUPERFICIE ; FRANCE ENTIÈRE, EN 1967

Superficie	Aucune formation	Formation primaire générale seule	Formation agricole courte (avec ou sans formation générale primaire)	Formation agricole longue (avec ou sans formation générale secondaire)	Formation générale secondaire (avec ou sans formation agricole courte)	Formation supérieure	Total
5 à 10 ha	48,7	44,6	3,3	0,3	2,5	0,6	100
10 à 15 ha	44,9	46,2	5,5	0,3	2,5	0,5	100
15 à 20 ha	40,5	47,9	7,5	0,6	2,8	0,6	100
20 à 50 ha	35,8	48,2	10,2	1,0	4,1	0,7	100
50 à 100 ha	26,5	48,0	12,2	2,5	8,6	2,2	100
100 ha et plus	14,8	37,7	12,1	7,3	20,9	7,2	100

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro

C'est le jeudi 29 novembre, ainsi que le vendredi 30 novembre, que doit passer en discussion devant l'Assemblée nationale un des projets de loi dirigés contre les immigrés : celui initialement inspiré par Boulin ; ce projet fait évidemment partie de la série de lois racistes Bonnet-Barre-Boulin-Stoléro que le gouvernement a la ferme intention de faire adopter dans les jours et semaines qui viennent.

Des lois qui permettraient, si elles passaient, l'expulsion de tout immigré accusé de la notion vague de « troubler l'ordre public », l'expulsion de tout immigré également qui serait sans emploi durant six mois et se verrait de ce fait supprimer sa carte de travail !

Contre ces lois, dirigées contre nos frères de classe immigrés et qui, par conséquent, visent à diviser l'ensemble de la classe ouvrière pour casser ses possibilités de riposte à la politique d'austérité, il est nécessaire, urgent d'amplifier la riposte.

Voici le communiqué que nos Partis, le PCML et le PCRml ont signé avec d'autres organisations pour appeler en commun à la manifestation de samedi 1^{er} décembre à Barbès.

Appel à la manifestation du 1^{er} décembre

Les organisations soussignées appellent à manifester le samedi 1^{er} décembre, à 14 h 30, à Barbès (Paris) :

- Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléro ;
- Pour le renouvellement sans conditions des cartes de séjour et des cartes de travail, pour la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers, contre toute expulsion ;
- En soutien à la lutte des foyers et du Comité de coordination pour obtenir des négociations avec la Sonacolra.

Ces organisations considèrent que ces attaques contre les immigrés participent des attaques contre l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier contre le droit au travail et les droits démocratiques de tous les travailleurs.

Aussi elles appellent l'ensemble des Français et des immigrés à manifester ce jour-là dans la rue.

Appellent aussi par ailleurs à cette manifestation le Comité de coordination et d'autres organisations.

- A bas les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro !
- Français-immigrés, égalité des droits !

UCFml, OCFml, CPAC, PAC, Groupe Foudre, PCML, PCRml.

DES ASSOCIATIONS D'ALPHABÉTISATION ET DE FORMATION D'IMMIGRÉS PRENNENT POSITION

Dans un communiqué, le Collectif national des Associations de Formation des Migrants dénonce les projets de loi racistes dont Barre, Bonnet et Stoléro sont entre autres à l'origine :

« Ces textes, souligne le communiqué, officialisent les expulsions en les généralisant. D'autre part, ils portent atteinte aux libertés fondamentales en légalisant les internements administratifs. L'état d'insécurité permanente des travailleurs immigrés et de leur famille est ainsi encore aggravé. En confiant aux seuls préfets le renouvellement des cartes de séjour, l'autorité préfectorale aura tout pouvoir pour expulser des travailleurs en chômage comme pour menacer ceux qui ont un emploi. »

De très nombreuses organisations ou associations d'alphabétisation en particulier ont signé ce texte de part toute la France (CIMADE, FASTI, nombreuses organisations régionales...).





A propos du mot d'ordre du PCF : « Unité à la base et dans l'action »

D EPUIS septembre 1979, le PCF lance une campagne : « Nous voulons l'unité, l'action, l'efficacité ! », « Ce que nous recherchons, c'est l'unité d'action à la base ! », « C'est à la base, dans l'action que nous pourrions créer les conditions d'une union solide, durable, capable de vaincre ! »... Des tonnes et des tonnes d'articles, de tracts, de brochures et de journaux sont diffusés pour l'expliquer.

Des camarades ont été réjouis car, sans oublier le caractère révisionniste du PCF, ils pensaient que dans la pratique avec les militants de base, en parlant le même langage, ils auraient moins de difficultés. Après trois mois d'application, il est temps (et nous en avons les moyens) de faire un premier bilan qui permettra de développer notre pratique.

Dans notre département, il y a eu trois luttes caractéristiques, et à travers ces trois luttes, je vais essayer de cerner l'attitude du PCF : c'est-à-dire l'attitude de l'appareil du PCF. Dans notre département de la région parisienne : trois députés PCF sur quatre (assez vieille implantation), le PS minoritaire mais en très nette progression. Majorité de gauche au conseil général. Vieille et grosse implantation CGT, alors que la CFDT (majorité sur la ligne de Maire mais très critique par rapport aux partis politiques PCF-PS) s'implante réellement depuis 1968 avec tous les problèmes que pose une implantation à dominante petite-bourgeoise mais avec une réelle combativité.

1 - Lutte dans une boîte de la métallurgie (1 100 personnes majorité d'OS, de femmes et d'immigrés), il y avait égalité dans le rapport de force entre la CGT et la CFDT.

Dans le cadre de l'accord unitaire interconfédéral, les deux sections syndicales lancent un mouvement pour l'augmentation uniforme de 300 F pour tous ! La réussite est plus grande que prévue, car plus de 800 OS de l'usine débrayent et entrent dans le conflit. Les deux sections syndicales sont surprises de ce succès ! C'est alors que, dans cette ville d'Union de la gauche à majorité PCF, l'appareil du PCF entre en action :

- Les permanents sont présents 24 heures sur 24.
- Des cahiers de revendications des militants du PCF sont impulsés d'où abandon de la revendication commune unifiant des 300 F pour tous qui devient tant pour cet atelier, tant pour cet autre, etc...
- Un délégué CFDT, membre de fraîche date du PCF, devient le cheval de Troie de l'appareil. Alors qu'il avait toujours voté pour la ligne de Maire, il attaque la section en signant des tracts de son parti. La tactique du PCF est claire : abattre la section et prendre la direction de la lutte.

C'est ce qui arriva. La section éclata en trois parties : une partie des délégués reprit le travail alors que 800 de leurs camarades étaient en grève, une autre partie rejoignit le PCF et la CGT, les autres, restant grévistes, perdirent leur rôle de direction et s'alignèrent sur le PCF qui dirigea jusqu'à la fin.

- Bilan de trois semaines de grève :
- 100 F d'augmentation ;
- Une cinquantaine de cartes du PCF ;
- Une centaine de cartes à la CGT ;
- L'unité des travailleurs cassée !

2 - Lutte dans la plus grosse boîte du département (construction aéronautique, 5 000 personnes, majorité d'employés, de techniciens et d'ouvriers très spécialisés (P3), moyenne des salaires base 40 h : 4 900 F. La CGT représente 50 à 60 % des voix aux élections. Il y a une section du PCF avec une dizaine de cellules. La section CFDT est en majorité sur la ligne de Maire mais, dans l'action, est très jalouse de son indépendance par rapport aux partis politiques. La lutte démarre contre la prime de « présentisme », accord signé par FO et la CGC. Cette boîte, c'est un peu le Renault de l'aéronautique. Si la direction cède sur un point, les patrons des autres boîtes seront obligés de céder. C'est pour cela que les luttes sont assez longues, comme par exemple,

pour atteindre les 40 h, cela fait plus d'un an que les travailleurs prennent leur demi-heure de fait.

Pour la lutte en cours, plusieurs formes sont adoptées par l'intersyndicale : barrage de RN7, visite au siège social, manifestations dans la ville, etc.

Dans l'inter, il y a des coups de gueule, mais c'est bien la CGT et la CFDT qui dirigent la grève, malgré les coups répétés du PCF pour s'emparer de la direction de la lutte. C'est ainsi que vendredi 7 novembre, une manifestation qui devait parcourir la ville est détournée par le SO de la CGT vers la mairie, où une centaine de communistes de la boîte attendent la manifestation avec le député-maire PCF sur les marches.

La réaction ne se fera pas attendre, la banderole du PCF se retrouve par terre, les communistes entrent se réfugier dans la mairie. Devant la tournure des événements, la CGT demande alors que le député-maire du PCF prenne la parole. Là aussi, la réaction est immédiate et unanime : « Il n'aura pas la parole ! La manif restera syndicale ! ».

- Alors la machine du PCF se met en marche :
- Au retour de la boîte, à l'entrée, un tract du PCF dénonce « l'agression contre les communistes » (?...)
- Un deuxième député du PCF organise dans les locaux du CE un meeting pour attaquer les dirigeants du PS :
- La presse régionale du PCF attaque les dirigeants socialistes qui « par syndicats interposés, manœuvrent pour diviser les travailleurs et imposer le consensus patronal avec FO... » (?...)

3 - La troisième lutte se déroule sur un chantier du bâtiment (60 personnes), petite boîte, mais lutte importante par les formes, l'impact et le soutien. Sur ce chantier, deux sections syndicales, la CFDT en se créant devient majoritaire en nombre de cartes. Immédiatement, le PCF par le biais de ses permanents et de la municipalité où ils sont majoritaires, essaiera de mettre le paquet pour prendre la tête de la lutte :

- Le PCF placera 16 cartes dans la section CFDT (qui en comprend 25) mais les travailleurs feront confiance en leur délégué (qui refusera de prendre la carte PCF) et en l'UL-CFDT.
- Le PCF organisera toute une campagne de calomnies et mettra en avant tous ses élus.
- Le PCF refusera le Comité de soutien, avec la CGT, qui, pour une fois, réunissait toutes les forces politiques, syndicales et démocratiques de la ville.
- Le PCF attaquera par sa presse la CFDT.

Dans la direction de cette lutte, la ligne et la direction de notre Parti, le PCML, furent déterminantes soit par son travail syndical au sein de l'UL soit par son travail au sein du comité de soutien.

Dans cette lutte, le PCF apparut réellement comme le diviseur, de telle sorte qu'actuellement malgré tous ses efforts, il n'a jamais réussi à organiser une réunion des « communistes » de la boîte.

Les travailleurs déclarent maintenant, le « PCF nous soutenait avant qu'on ait les cartes, mais maintenant qu'on les a, on ne les intéresse plus ! ».

CE QUE NOUS POUVONS TIRER DE TOUT CELA

- 1 - Loin de rechercher l'unité à la base et dans l'action la plus large, le PCF cherchait :
- A prendre la direction des luttes pour apparaître comme étant le seul parti qui « défend les intérêts des travailleurs » ;
- A attaquer le PS par tous les moyens, jusqu'à dénigrer les militants de base alors que ceux-ci étaient à fond dans le soutien ;
- A démonter ou essayer de démonter les sections syndicales CFDT soit de l'intérieur, soit de l'extérieur en accusant et rendant responsables les militants de base de

cette organisation du consensus que certains de leurs dirigeants voudraient bien mettre en place.

2 - Dans la pratique, les militants politiques ou syndicaux sont indignés et écœurés des manœuvres du PCF jusqu'à malheureusement les pousser dans l'anticommunisme.

3 - Alors que l'immense majorité des travailleurs est pour l'unité, la polémique et la réponse politique aux magouilles du PCF sont indispensables. En effet, dans le premier cas, la section syndicale, certainement éloignée des positions de classe, manquant de l'analyse politique du PCF, a complètement éclaté sans répondre. Dans les deux autres cas, les réponses « coup pour coup » n'hésitant pas à dénoncer les magouilles, cette tactique peut permettre de faire reculer le PCF. En effet, dans les deux cas, le PCF a changé de ton dans ses attaques jusqu'à les mettre dans ses poches pour le troisième cas.

4 - Aujourd'hui, nous avons un grand rôle à jouer, en rassemblant toutes les forces qui désirent lutter contre le capitalisme et qui veulent lutter contre les magouilles du PCF.

- Dans notre région, ce courant comprend :
- Les militants et cadres intermédiaires du PS ;
- Les militants des organisations qui « font la pluie et le beau temps » dans les municipalités qu'ils tiennent depuis 20 ans ;
- Les militants de la CFDT qui regroupent aussi des partisans de la ligne de Maire (ceux qui veulent lutter contre la bourgeoisie et qui veulent échapper à la lutte d'influence que se livrent le PCF et le PS pour contrôler le département) ;
- Les militants PCF et CGT (actuellement, c'est très rare) qui commencent à remettre en question la ligne et la pratique développées par leur organisation ;

5 - Une pratique employée dans les deux derniers cas a été payante : enchaîner la CGT dans l'action unitaire avec la CFDT par la volonté d'unité des travailleurs et l'accord interconfédéral, brisant ainsi le front trop solide qu'elle représente avec le PCF. Dans la pratique, cette tactique a forcé le PCF à se couper, à se dévoiler et à se démasquer comme étant anti-unitaire. Souvent il a été obligé d'affirmer « qu'il était le seul à tout faire » en oubliant les organisations syndicales même la CGT...

PROPOSITION :

Ce texte n'a certainement pas valeur à l'échelle nationale car la réalité est diverse. En effet, nous sommes dans la région parisienne où le PCF et le PS se conduisent comme des maîtres créant ainsi, des cliques les soutenant, des anti-communistes, mais aussi un large courant combatif qui comprend la nécessité d'une expression autonome.

Ce texte ne cherche pas à expliquer qu'il ne faille pas essayer de débattre avec les militants PCF et CGT, au contraire, mais dans la région c'est pas si simple, car c'est l'appareil qui agit et qui dirige sur le terrain, laissant peu d'initiatives aux militants de base. Alors que dans d'autres régions (comme par exemple où il n'est pas encore au pouvoir) des conditions de cette « Unité à la base et dans l'action ! » sont certainement réunies.

La réalité étant diverse, ainsi que les expériences nombreuses du Parti, il devient donc indispensable que le Comité central organise une enquête nationale sérieuse sur les conditions d'application de la ligne du PCF. Cette enquête nous permettra de mieux analyser la ligne du PCF et nous permettra certainement d'apprécier la justesse, les acquis et les limites de nos mois d'ordre comme les campagnes organisées vers les militants du PCF et de la CGT pour mieux préparer notre 4e congrès.

Un camarade, ex-délégué syndical CGT pendant 5 ans, délégué syndical CFDT et secrétaire-adjoint d'une UL-CFDT.

Mort de Marcel L'Herbier, le réalisateur de «L'argent»

MARCEL L'Herbier est mort lundi 26 novembre à Paris. Ce grand réalisateur né en 1890 avait connu de nombreux déboires avec les producteurs. Il est connu pour avoir réalisé *L'Argent*. Cette œuvre remarquable projetée à la télévision au printemps dernier a été tirée de l'œuvre d'Emile Zola. Elle date de 1928 à la veille de la grande crise économique mondiale. Dans ce film, Marcel L'Herbier démonte les rouages de la Bourse. Il montre l'entrepris du capital dans tous les domaines de la société. Marcel L'Herbier était aussi le fondateur de l'Institut des Hautes Etudes Cinématographiques (IDHEC).

Le prix Médicis à Alejo Carpentier

LE prix Médicis étranger vient d'être attribué à l'écrivain cubain, Alejo Carpentier pour son livre *La Harpe et l'Ombre*. Né en 1904 à La Havane (Cuba), Alejo Carpentier a connu la prison et l'exil à plusieurs reprises, ce n'est qu'en 1959 qu'il pourra retourner dans son pays. Il est l'auteur de nombreux livres notamment de *Royaume de ce monde* sur Victor Hugués, chargé d'apporter aux Caraïbes le décret d'abolition de l'esclavage. Dans *Le Recours de la méthode*, il dénonce les dictatures fascistes d'Amérique latine.

Dans *La Harpe et l'ombre*, Carpentier évoque l'histoire de la conquête de l'Amérique latine et du massacre des Indiens.

Actuellement, Carpentier est conseiller culturel à l'ambassade de Cuba à Paris et cautionne de fait la politique de Fidel Castro, politique pro-soviétique d'ingérence dans les affaires des pays du tiers monde, politique de division.

Au-delà d'Alejo Carpentier et de ses options, le prix Médicis a attiré l'attention sur la littérature latino-américaine, littérature d'une extrême richesse, avec des écrivains comme Borges, Fuentes et Scorza, sans parler de Pablo Neruda ou de Asturias. Manuel Scorza vient de se signaler par la publication de *Cavalier insomniaque*. L'œuvre littéraire de cet écrivain péruvien est étroitement liée à des événements précis : Scorza montre la lutte des Indiens des Andes (en Amérique du Sud) pour récupérer leurs terres contre les grands propriétaires terriens et les sociétés américaines. Il a écrit *Roulements de tambours pour Rancas*, *Garabombo l'invisible* et *La Guerre silencieuse*. La littérature latino-américaine est à la mesure des grandes luttes que mènent les peuples de ce continent contre l'impérialisme et les dictateurs qui le représentent. Une littérature du tiers monde. Un bon moyen pour connaître ces luttes.

L. C.

Nous entamons aujourd'hui la publication des nouvelles sélectionnées parmi celles que vous nous avez envoyées dans le cadre du concours lancé au mois de mai dernier. Nous débutons avec *L'Apéritif* de Dominique Pagelle, nouvelle sur le racisme.

Cambodge aujourd'hui : lutte pour la survie d'un peuple

Nous publions ci-dessous un tract diffusé par le comité de parti du PCML de Montpellier, appelant les travailleurs français à soutenir la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne.

De telles initiatives doivent se multiplier partout en France : il en va de la survie d'un peuple, de son droit à l'indépendance.

Conformément à la résolution adoptée par le Comité central de notre Parti, nous appelons tous les militants à prendre en main concrètement le soutien au peuple cambodgien : collectes, réunions d'information, pétitions doivent être organisées. Il est également possible et urgent de développer un tel travail avec les syndicats, avec les

organismes humanitaires qui ont réellement à cœur d'aider le peuple cambodgien (Unicef, Croix-Rouge internationale, Médecins sans frontières, Croix-Rouge du Kampuchea démocratique), avec les forces politiques qui, en France, se prononcent pour le droit à l'indépendance du Cambodge, avec les milieux philosophiques, universitaires, ou religieux, etc. Les possibilités pour un travail unitaire le plus large possible existent effectivement, car les mots indépendance et liberté sont chéris de notre peuple qui, il n'y a pas si longtemps, a versé son sang pour elles, comme le font aujourd'hui les patriotes cambodgiens.

Claude LIRIA

«**E**N France, nous, travailleurs, nous subissons l'oppression des patrons et de leur gouvernement : nous nous affrontons aux attaques de la bourgeoisie : chômage, hausse des prix, atteintes graves au droit à la santé. Mais nous ne pouvons rester indifférents devant la situation dans le Sud-Est asiatique.

Un pays : le Cambodge et son peuple subissent l'oppression de l'armée vietnamienne soutenue par l'URSS. Le peuple cambodgien s'affronte durement à des occupants pires que ceux que nous avons connus chez nous de 1940 à 1944.

Le peuple cambodgien connaît la famine, la maladie et la mort. Mais ce n'est pas le fruit de calamités naturelles, c'est le résultat de l'agression vietnamienne :

de nombreux Cambodgiens sont obligés de fuir en Thaïlande devant ces nouveaux colonisateurs qui n'hésitent pas à tout détruire et à massacrer pour installer des colons vietnamiens.

Nous devons aider tout le peuple cambodgien et, en particulier, les patriotes qui, avec le soutien populaire, résistent à l'oppression. Les organisations humanitaires nous demandent vivres, médicaments et argent pour acheminer cette aide. C'est bien et nous devons répondre à leur appel, mais là n'est pas notre seul rôle. En effet, tant que la guerre durera, tant que les troupes vietnamiennes occuperont le Cambodge, la famine, la maladie, l'exode continueront et le peuple, la nation cambodgienne risquent de disparaître !

Le meilleur soutien que

nous pouvons apporter aux Cambodgiens, c'est d'exiger le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge pour qu'ils décident eux-mêmes, sans ingérence extérieure, du régime qu'ils souhaitent. Nous ne sommes pas les seuls à exiger cela :

— Le régime pro-vietnamien installé à Phnom-Penh n'est reconnu que par une minorité de pays à la solde de l'URSS : Cuba, Tchécoslovaquie, Afghanistan.

— L'ONU reconnaît à une très large majorité (85 pays pour, 35 absentions) le gouvernement légal du Kampuchea démocratique, gouvernement qui, dans les maquis, dirige la résistance.

— La Croix-Rouge internationale a décidé d'aider tout le peuple cambodgien, y compris les résistants, alors que le Vietnam veut que toute l'aide internationale passe par le ré-

gime pro-vietnamien pour « choisir » « ses » assistés. Tout ceci sert la lutte du peuple cambodgien contre l'occupant vietnamien aidé par l'URSS. Dans ce sens, va se tenir à Stockholm, les 17 et 18 novembre, une conférence internationale réunissant 250 personnalités de 25 pays*.

Notre Parti vous appelle à signer l'appel à cette conférence. Aujourd'hui, n'oublions pas ceux qui combattent et résistent à l'invasion vietnamienne soutenue activement par l'URSS, combattent non seulement pour la survie de leur peuple mais aussi pour l'avenir de la paix mondiale !

Vietnam, hors du Cambodge !

* Note de la rédaction : Cette conférence qui vient de se tenir va être prolongée par un travail de longue haleine. Faites connaître autour de vous la résolution générale qu'elle a adoptée.

L'apéritif

Par Dominique Pagelle

IL y avait du monde, du bruit, des odeurs de pastis et de cacahuètes grillées. Il était une heure. Le café avait de grandes vitres. Il était tout en verre et sur chaque pan, assis à l'intérieur, Lakdar voyait se multiplier, se superposer, s'arrêter, repartir, s'arrêter des milliers de voitures au feu rouge de la rue. Il était à une table isolée. Il aimait mieux ça que de dire sans arrêt « excusez-moi » et de pousser sa chaise pour laisser passer de nouveaux venus. Il avait déjà bu deux Porto et il attaqua le troisième. Comme il n'avait pas mangé, il était euphorique. Pas du tout ivre, mais très bien. Tous les dimanches, il venait là. Il essayait

d'avoir cette place qu'il préférait aux autres. Il buvait du Porto et il écoutait des disques de Jacques Brel au juke-box avant d'aller manger au restaurant. Tous les dimanches, à la même heure, à la même place, il était très bien après le deuxième Porto.

Il écoutait souvent *Quand on a que l'amour*, parce que la chanson commençait normalement mais elle devenait de plus en plus forte, tendue, solennelle. Ça le faisait frissonner délicieusement. Et en plus, ça parle de tendresse, d'amitié, d'amour. A la fin, quand ça explose, il avait toujours une impression carrément érotique. Ça le changeait de la semaine. Et avant, en écoutant, il rêvait ou il

revivait des choses qu'il aimait. Il y avait simplement quelques précautions à prendre. Par exemple, ne pas avoir l'air de regarder quelqu'un en particulier, surtout une femme, parce qu'alors la femme parlait à son type et le type dirigeait les yeux vers Lakdar et Lakdar n'avait plus qu'à détourner les siens s'il ne voulait pas gâcher son dimanche. Si par accident ça arrivait, il avait son humiliation avec une gorge de Porto. Il devait aussi veiller à être poli avec le garçon quand il commandait le deuxième Porto et surtout le troisième. Il se l'était déjà vu refuser ce troisième. Au deuxième il avait toujours une légère appréhen-

sion, mais le troisième c'était vraiment une libération quand on le lui apportait. On ne plaisait pas avec l'alcoolisme à Marseille. A part ça, le Porto et Jacques Brel étaient vraiment quelque chose d'extraordinaire et Lakdar en profitait chaque semaine au mieux.

Il aimait ce café parce que le dimanche à midi, il n'y avait personne qu'il connaissait et pour rêver c'était très important. Il pouvait éprouver des élans de sympathie, de tendresse, voire d'amour pour tous ces gens assis pêle-mêle sur la surface du bistro, qui s'embrassaient, parlaient, juraient, politiquaient. Mais il savait d'expérience que s'il y en avait un, parmi tous ces Français, qu'il

connaissait, ses rêves s'accrochaient à lui et refusaient de continuer leur route au fil des visages. Ce n'étaient pas le cas et sa pensée, soutenue de Porto et impulsée par Brel parcourait maintenant la ville.

Le port ne lui faisait pas peur. Il marchait, main dans les poches en plein milieu des quais et passant tout à côté d'un car de police, il faisait un petit détour pour jeter un coup d'œil à l'intérieur, par simple curiosité. Il pensa même qu'un gardien de la paix le saluait presque en relevant du doigt son képi par la visière. Mais il se reprit. Lakdar rêvait sérieusement et il ne voulait pas gâcher par des excentricités le bien

qu'il se faisait le dimanche à midi.

Il avait fini son troisième Porto et Jacques Brel finissait pour la troisième fois sa chanson. C'était un autre avantage de ce café que sa clientèle du dimanche dédaignait le juke-box et que généralement Lakdar pût en user à loisir.

Ce jour là, plusieurs fois, de sa place, alors qu'il faisait l'amour avec une jolie fille, retrouvait des membres de sa famille, s'installait dans un F2, le regard de Lakdar avait rencontré un type et une bonne femme perchés sur des tabourets de bar, devant la caisse.

(A suivre)

USAT-CFDT-PTT

Paris-Tri-Est en Grève! Effectifs, Formation: Oui!... Répression: Non!

Extrait du tract
de l'Union des syndicats ambulants
et tri (USAT)-CFDT

LA DSA* PROVOQUE LES TRAVAILLEURS

C'EST une véritable provocation que se livre la DSA sur les centres de tri dépendant de la direction du Nord et de l'Est. A un moment où les centres de tri de la DSA se voient chaque jour un peu plus démunis des moyens élémentaires pour assurer le service public, un moment où les conditions de travail du personnel sont chaque jour plus aggravées du fait de manque d'effectifs, la direction du Nord et de l'Est vient de mettre en place un système de contrôle du travail de chaque agent absolument inacceptable.

LE CONTROLE INDIVIDUEL DE CHAQUE AGENT

Les chefs de service doivent en effet sur l'ordre de la direction du Nord et de l'Est, effectuer des contrôles individuels de la qualité du tri (fausses directions, solidité des liasses, erreurs d'ensachement) et des contrôles individuels de cadence de tri (sur la base de 2 000 lettres à l'heure avec un coefficient d'occupation de 75%). Ces contrôles donnent lieu à l'établissement d'un cahier ou de fiches sur lesquelles doivent figurer les noms de l'agent contrôlé et les résultats du contrôle. (...)

LE PERSONNEL DE PARIS-TRI-EST DECIDE LA GREVE

Au mépris des engagements pris par la DSA, le contrôle individuel « de qualité de service » se mettait en place à Paris-Tri-Est, la semaine dernière. Vendredi 23 novembre à 13 h 30 le personnel de la brigade A se mettait en grève unitairement.

La direction de Paris-Tri-Est interrogée refusait de revenir sur ces contrôles. L'USAT-CFDT-PTT** contactait alors la DSA qui demandait une « réflexion ».

Le personnel de Paris-Tri-Est continue la grève. L'USAT-CFDT-PTT soutient totalement l'action des travailleurs de Paris-Est et reintervient ce jour à la DSA.

L'ACTION PARTOUT NECESSAIRE

Devant la dégradation de la situation des effectifs et des conditions de travail, les menaces qui pèsent sur le statut de la fonction publique, notamment en ce qui concerne le recrutement, les mutations, les classifications, le refus du ministère d'appliquer une réelle réduction du temps de travail, l'USAT-CFDT estime que toutes les conditions sont réunies pour que le personnel de la DSA passe à l'action dans l'ensemble des centres de tri, là où cette proposition est majoritaire, et au moins dans le cadre du préavis interfédéral CFDT-CGT qui appelle tous les centres de tri et ambulants à la grève le 29 novembre 1979 pour les services non cycliques (jour et 17-24) et dans la semaine du 26 novembre au 1er décembre pour 24 heures les services cycliques. (...)

26 novembre 1979

* DSA : Direction des services ambulants.
** USAT : Union des syndicats ambulants et tri-CFDT-PTT

LILLE : CENTRE DE TRI

Appel au soutien

NOUS vous communiquons, pour vous permettre d'en informer vos lecteurs, la position de notre Parti au sujet des licenciements annoncés au centre de tri Paquet de Lille-gare : « Le Parti communiste marxiste-léniniste proteste énergiquement contre le licenciement de 21 auxiliaires au centre de tri Paquet de Lille-gare. Cette mesure intervient alors que la population lilloise dans son ensemble peut, au retard pris dans l'acheminement de son courrier, se rendre compte des difficultés rencontrées par les postiers de la région à acheminer le trafic (et malgré le dévouement bien connu dont ils font preuve).

Nous tenons à porter à la connaissance de la population lilloise les faits suivants :

— Depuis janvier 1977, ce sont 850 emplois qui ont été supprimés aux PTT dans le seul département du Nord (soit 6% de l'effectif total) ;

— En ce moment, 20 wagons de paquets restent à quai chaque soir à Lille-gare, ne pouvant être triés par manque de personnel ;

— Pour résorber une partie de ce trafic en retard, l'administration des PTT la détourne sur Valenciennes, Roubaix, Tourcoing ou même Dunkerque, pour le faire trier en heures supplémentaires.

Le gouvernement et son administration des PTT portent l'entière responsabilité de ce retard dans l'acheminement du courrier et aggravent délibérément la situation de l'emploi sur notre département tout en menant une campagne mensongère sur de prétendues créations d'emplois aux PTT.

Le PCML soutient donc pleinement la lutte des postiers et de leurs sections syndicales CGT et CFDT contre tout licenciement, contre toute suppression d'emploi et pour de meilleures conditions de travail.

Il appelle les travailleurs lillois à se saisir de toutes les occasions pour manifester leur soutien à cette lutte et particulièrement lors des opérations de popularisation que développent les postiers depuis l'annonce des licenciements.

Lille, le 23 novembre 1979
Comité de Parti J. Labourbe
du Parti communiste
marxiste-léniniste

SAFT A TAMARIS

La grève continue

LA grève continue à la SAFT de Tamaris. L'intersyndicale a rencontré la direction le lundi 26 novembre. Le seul point positif réside dans le fait que la direction ne refuse pas de rencontrer l'intersyndicale. Les choses accordées par la direction sont les suivantes : 15 F de plus d'augmentation. La direction refuse de négocier sur la base de l'accord qui a été signé par l'Alsihom sur le plan national à Belfort.

L'intersyndicale ne veut pas reculer sur le problème de l'heure et demie qui leur a été retirée en septembre avec perte de salaire. L'intersyndicale veut que cette heure et demie soit payée. L'intersyndicale demande une augmentation uniforme de 70 F par mois. Elle veut aussi le 13e mois dans les conditions qui ont été faites à Belfort.

ONET-MONTPELLIER

Le patron aura tout tenté avant de céder

ONET : une entreprise de nettoyage sous-traitée entre autres le nettoyage d'IBM (ONET-IBM, 84 employés) et d'autres entreprises ou université (ONET-ville). Il y a trois semaines, les travailleurs d'ONET-IBM se sont mis en grève suivis quelque temps plus tard par ceux d'ONET-ville.

Contre eux un patron pour qui tous les moyens sont bons, par exemple demander aux travailleurs d'IBM de faire eux-mêmes le nettoyage, fonder en voiture contre un piquet de grève, faire venir les travailleurs de Nîmes ou de Béziers pour les remplacer. Voyant que rien n'ébranle la résistance des travailleurs, le patron appelle à police : c'était vendredi 23 novembre.

Lors de cette agression policière les travailleurs et les travailleuses ont été très durement « bousculés », un photographe de la *Marseillaise*, journal local PCF, s'est vu confisquer sa pellicule photo : comme toujours la police intervenait au nom de la liberté !

Lundi 26 novembre, la direction a cédé sur un certain nombre de revendications :

— La réintégration des trois licenciés ;

— L'augmentation des primes de fin d'année.

Les travailleurs d'ONET vont reprendre le travail, satisfaits d'avoir

gagné sur certains points, mais aussi encore meurtris et révoltés par les agissements policiers, hommes de main des patrons.

Correspondante Montpellier

MARSEILLE

Grandes manoeuvres à Hom pour éliminer la CGT

Communiqué de presse du syndicat de l'habillement.

L'ENTREPRISE IPHM (Innovations pour l'élégance masculine) confectionne des vêtements vendus sous la marque HOM connus pour leur qualité de luxe. Ce qui est moins connu, c'est l'exploitation quotidienne que la direction fait subir aux 250 ouvrières dans l'atelier de Marseille (siège social). Pour maintenir le silence sur cette exploitation, la direction refuse de reconnaître la section syndicale CGT regroupant plusieurs dizaines d'ouvrières des ateliers et employés de bureaux.

Le 16 octobre et le 2 novembre, le syndicat de l'habillement CGT a envoyé deux lettres à la direction des établissements IPHM-HOM, 31 boulevard de la Boudinière - 13013 à Malpasse, pour la signature du protocole d'accord électoral. La direction a refusé de répondre et a tout mis en œuvre pour démasquer les futurs délégués CGT.

Et comme par hasard, le syndicat CGT-FO est apparu. Dès mercredi 21 novembre, le délégué syndical CGT-FO était nommé : un cadre chef du service magasin !

Alors que la direction a toujours refusé la constitution d'un syndicat, les ouvrières et les employés ont eu la surprise de voir leurs chefs et les membres de la direction leur proposer avec insistance et en faisant pression la carte CGT-FO pour « sauver l'entreprise ».

La direction emploie toutes les manœuvres possibles pour éliminer la CGT et organiser les élections de personnel uniquement avec la CGT-FO.

Une note de service du vendredi 23 novembre a annoncé l'organisation de ces élections en demandant aux représentants des organisations syndicales de se présenter auprès du chef du personnel. Le piège est gros : en se montrant, les délégués CGT seraient aussitôt licenciés car le protocole d'accord n'est pas encore signé.

Le syndicat CGT de l'habillement mettra tout en œuvre pour faire échec à cette direction de choc.

TOURCOING LE BANQUET DE LA LYRE DES TRAVAILLEURS

C'EST QUAND ?

— Le samedi 8 décembre 1979. On prendra l'apéritif vers 19 heures. Mais il faudra réserver toute sa soirée.

C'EST OU ?

— Salle polyvalente, rue Lazare Garreau à Lille-Sud, en face de la mairie annexe.

ON FERA QUOI ?

— On mangera, on boira, on chantera, on dansera, on se racontera des histoires, ... et bien sûr, la Lyre présentera son nouveau spectacle.

ON MANGERA QUOI ?

— Du couscous, de la pâtisserie italienne, café, liqueur, le vin est du Boulaouane (c'est du vin marocain).

C'EST QUOI LE NOUVEAU SPECTACLE DE LA LYRE ?

— C'est une surprise.

EST-CE QU'IL FAUT PAYER ?

— Oui, 30 francs pour la participation aux frais. Mais vos enfants de moins de 10 ans ne paieront que dix francs. On pourra payer sur place mais il vaut mieux payer avant. L'apéritif est compris mais un seul. On pourra en prendre un second mais en payant (3 ou 4 F).

EST-CE QU'IL FAUT RETENIR SA PLACE ?

— Oui, avant le 1er décembre pour prévoir le nombre de repas. On prévient soit en écrivant à :

La Lyre des travailleurs
54, rue Verte
59000 - Tourcoing

Soit en contactant l'un des choristes.

MANIFESTATION LILLE (NORD) Contre les lois racistes Barre-Bonnet MERCREDI 28 NOVEMBRE

à 18 heures

Place de la gare à Lille

A l'appel du collectif lillois contre le racisme et soutenu par le collectif roubaisien contre les lois racistes Barre-Bonnet.

L'OUED EN CRUE DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.

Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.

PRIX 22 F :

— aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - PARIS 20e

— à La Force du livre, 33, rue René Leynaud - LYON 1er.

— au service de vente par correspondance des Herbes sauvages, livres service, 24 rue Philippe de Girard - PARIS 10e. Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.
PRÉNOM.
Lieu de travail.
Adresse.
Code postal.

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
C.C.P. : 30 226-72 D La Source
Tél : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

CAMBODGE

« Si on ne s'opposait pas à la politique de fait accompli du Vietnam, un grand pas serait franchi vers la troisième guerre mondiale »

Entretien avec l'écrivain suédois Jan MYRDAL, co-président de la Conférence mondiale de Stockholm



Jan MYRDAL

Jan Myrdal, journaliste et écrivain suédois, a été le premier observateur occidental à visiter les zones de guérilla contrôlées par le gouvernement légal du Kampuchea démocratique. C'était à la fin du mois de septembre dernier. De cette visite, il a ramené un film dont les extraits ont été diffusés en France, en octobre, dans le cadre de l'émission télévisée « L'Événement ». Il a également commencé la publication d'articles dans la presse internationale.

Depuis de longues années, le nom de Jan Myrdal est attaché, sur le plan international, au soutien à la lutte de libération des peuples de la péninsule indochinoise. Dès le début des années 50, il militait pour le soutien au Vietnam contre le colonialisme français ; les années suivantes, il s'engageait dans l'action contre l'impérialisme US au Vietnam. Il est un de ceux qui ont contribué à faire de la Suède une terre d'asile pour les soldats américains déserteurs, jusqu'en 1975. C'est au nom des mêmes idéaux qu'il combat aujourd'hui l'invasion vietnamienne au Cambodge, soutenue par l'URSS.

Son témoignage éclaire sur l'enracinement et le caractère vivant de la résistance à l'invasion. Il est aussi un cri d'alarme, pour la survie du peuple cambodgien, un appel à la vigilance face aux menaces de déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Jan Myrdal vient de prendre une part active - en tant que co-président - aux travaux de la Conférence mondiale sur le Kampuchea, qui s'est déroulée à Stockholm, les 17 et 18 novembre derniers. C'est à l'issue de cette Conférence, à laquelle nous participions, qu'il nous a donné son point de vue. Nous publierons dans nos prochaines éditions des extraits de son récit sur son séjour dans les maquis du Kampuchea.

► Dans quelles conditions avez-vous effectué votre dernier voyage au Cambodge, en septembre dernier ?

C'est avec un visa très officiel du gouvernement du Kampuchea démocratique que je me suis rendu dans le pays, en tant que journaliste, pour le compte du *Svenska Dagbladet* et de la radio-télévision suédoise. J'ai eu de longues discussions avec les diplomates cambodgiens et avec Khieu Samphan avant d'obtenir cette autorisation. Je suis passé très normalement par la Thaïlande, en transit pour un pays voisin reconnu par le gouvernement thaïlandais. A la frontière, les guérilleros m'attendaient avec deux éléphants. Nous sommes entrés dans le pays, et là, j'ai été accueilli très officiellement par les autorités gouvernementales. C'était un peu comme si j'avais été attendu à un aéroport ; seulement, cela se passait en pleine jungle. C'est ainsi que j'ai pu ensuite mener des discussions, voyager, et voir beaucoup de choses dans une zone de 100 Km de long sur 40 ou 50 de large, le long de la frontière.

► Quelle connaissance particulière avez-vous de la situation en Indochine ?

Comme beaucoup, j'ai travaillé dans le mouvement de solidarité avec les peuples indochinois. De 1951 à 1953, c'était contre l'intervention colonialiste française ; puis, de 1966-1967, jusqu'à la victoire de 1975, contre l'agression américaine. Ce qui est remarquable, c'est qu'après la publication de mes récents articles sur le Cambodge dans le *Svenska Dagbladet*, l'ambassade vietnamienne a écrit au journal que j'avais toujours été un ennemi du Vietnam. Parce que je m'oppose à leur intervention au Cambodge, les dirigeants de Hanoï veulent effacer mes positions depuis 25 ans.

► Quels enseignements tirez-vous de votre voyage ?

Trois constatations importantes ressortent de cette visite. Premièrement, l'existence matérielle de l'administration du Kampuchea démocratique. Deuxièmement, la réalité des forces dites « forces régulières de guérilla », c'est-à-dire de l'armée ré-

gulière fractionnée en groupes de guérilla pour faire face à l'invasion.

Troisièmement, la présence des réfugiés, chassés par l'invasion vietnamienne : ils sont soixante mille dans cette zone, tous malades. Victimes de la malaria. Sans les médicaments appropriés, sans moustiquaire, la malaria rend tout travail impossible dans une zone pareille ; elle se combine à la faim, pour devenir mortelle. Tous les enfants vont mourir. Une aide humanitaire au peuple cambodgien est absolument indispensable. Le Vietnam détruit systématiquement le bétail, et sans le bétail, le peuple cambodgien ne peut pas vivre. C'est la base même de son existence qui est compromise.

► Dans cette zone, vous n'avez vu que des réfugiés ?

Absolument. Il s'agissait d'une base dans la jungle. Depuis, ils ont dû être évacués dans un endroit plus sûr, du fait qu'ils se trouvaient en plein champ de bataille, ce qui posait des problèmes devenus insurmontables avec l'offensive vietnamienne de la saison sèche.

► Comment appréciez-vous la situation d'ensemble dans le pays ?

Sur un plan strictement militaire, les Vietnamiens sont en mauvaise posture. Ils ne contrôlent vraiment qu'un quart du territoire. Beaucoup de zones de guérilla existent dans le pays : au nord-est, au centre, au nord, à l'ouest, au sud-ouest... Mais ce qui est grave, c'est que le Vietnam mène une véritable guerre d'extermination contre la population civile. Le Cambodge est actuellement utilisé par les Vietnamiens et l'URSS comme champ d'expérience de nouvelles armes d'extermination, comme l'Espagne par les nazis en 1936-1939, comme le Vietnam par les Américains il y a quelques années. Sans le support total de l'URSS, le Vietnam ne serait absolument pas en mesure de mener une telle guerre, encore moins de façon prolongée. Il n'a pas les bases économiques nécessaires.

► Que pensez-vous de la campagne internationale



Dans les zones de guérilla contrôlées par le gouvernement du Kampuchea démocratique : une réalité qui s'inscrit en faux contre les affirmations - notamment soviétiques et vietnamiennes - comme quoi il n'y aurait plus besoin que « d'opérations de simple police » pour imposer l'ordre de l'occupant et de ses fantoches de Phnom-Penh.

contre le gouvernement du Cambodge démocratique ?

Elle prend une ampleur différente selon les pays. En Suède, par exemple, ce n'est pas la même chose qu'en France, dans l'ancienne puissance coloniale, qui pourrait encore espérer participer à la mise sur pied d'une « solution » tripartite Moscou-Washington-Paris.

Dans les premières années, 1975-1976, le pays était entièrement détruit par l'agression américaine et très pauvre. La situation a été dure pour de nombreux citoyens qui ont été regroupés à la campagne. De plus, il s'agissait d'une guerre paysanne, et, comme toutes les jacqueries, elle a certainement comporté des excès. Les responsables du Kampuchea démocratique affirment qu'un certain nombre de ceux-ci sont incompréhensibles sans prendre en compte l'intervention d'agents vietnamiens.

Ceci, c'est pour la base de faits sur laquelle cette campagne a été construite. Mais, après cela, il y a un deuxième niveau : toutes les informations, mélangeant le vrai et le faux, qui ont été publiées dans la presse occidentale. Le livre de Ponchaud, « *Cambodge année zéro* », avec ses variations selon les éditions anglaise, française ou allemande, est assez caractéristique de ce point de vue. Chomsky et d'autres chercheurs américains ont bien analysé le mécanisme de fabrication de ces informations. Il y a eu ensuite un troisième niveau : lorsque les Vietnamiens ont repris des publications occidentales, faisant à leur tour état de millions de morts, publiant les photos truquées du *Reader's Digest*. La presse occidentale a re-

fait à son tour caisse de résonance à cette campagne du gouvernement de Hanoï, à un moment où celui-ci cherchait des justifications à son invasion du Cambodge.

► Que pensez-vous de la possibilité d'émergence d'une « troisième force » au Cambodge, qui est agitée ici et là ?

Cela peut vouloir dire deux choses très différentes. S'il s'agit d'une force qui se manifesterait à l'intérieur même du pays, il n'y a rien à redire. C'est l'affaire des Cambodgiens eux-mêmes, et de personne d'autre. Les autorités du Kampuchea démocratique ont suggéré que soient organisées, après le départ des troupes vietnamiennes, des élections générales sous contrôle de l'ONU. Si une telle force existe parmi la population, ce pourrait être une occasion pour qu'elle se manifeste. Mais s'il s'agit d'un pouvoir mis sur pied à l'initiative de Moscou, de Washington et de Paris, sans retrait des forces d'occupation vietnamiennes, cela n'aurait pas d'autre signification que le gouvernement de Vichy à l'époque de l'occupation de la France.

► Quelle signification présente pour vous cette conférence à laquelle nous participons ensemble à Stockholm ?

C'est un grand pas en avant : il y a ici les représentants de 35 pays. Beaucoup de points de vue se sont exprimés, et une grande unité s'est manifestée sur un point : la solidarité avec le peuple cambodgien face à l'inva-

sion vietnamienne. Actuellement, 91 gouvernements représentés à l'ONU se sont prononcés en faveur du retrait total des forces étrangères du Cambodge et du respect de sa souveraineté. Seule une mobilisation des peuples peut donner force à cette exigence.

La grande majorité des gouvernements dans le monde savent que l'intervention soviéto-vietnamienne au Cambodge représente à terme une menace pour le monde entier. Mais, dans les années trente, il en allait de même lorsque Mussolini a envahi l'Éthiopie. Le fait que finalement les gouvernements en place à l'époque se soient résignés à l'acceptation du fait accompli a conduit à l'effondrement de la Société des Nations, et a ouvert la voie aux puissances d'agression qui ont précipité l'Europe dans la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est assez comparable, le danger assez semblable. Il est indispensable de s'opposer à la politique du fait accompli, d'y opposer une véritable force, par la mobilisation des peuples du monde. Sans quoi, un grand pas serait franchi vers la troisième guerre mondiale. La conférence de Stockholm a jeté les premières bases de cette lutte. Il faut continuer l'effort.

Propos recueillis par
Claude LIRIA
et Jean-Paul GAY